



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

pompes funèbres

Question écrite n° 25644

Texte de la question

M. Francis Hillmeyer attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les modalités d'application du décret N°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire. Les nouvelles conditions de validation du diplôme stipulent désormais que les personnes qui ont suivi la formation funéraire obligatoire et n'ayant pas 6 mois d'expérience à un poste équivalent à leur formation au 31 décembre 2012, ne peuvent bénéficier de l'équivalence du diplôme. En comparaison, cela équivaldrait à faire perdre le bénéfice de son diplôme au titulaire d'un CAP, BEP Bac professionnel, d'une licence, d'un master, DESS, DEA, etc, parce qu'il n'a pas exercé dans les 6 mois suivant l'obtention de ce dernier. D'autre part, dans la circulaire d'application sont exclues également toutes les personnes en fonction (souvent depuis des années) qui ont reçues l'habilitation ou sont en renouvellement d'habilitation mais qui ne justifient pas avoir suivi la formation professionnelle prévue selon le cas aux articles R. 2223-43, R. 2223-45 et R. 2223-46. Ces opérateurs ayant été habilités antérieurement aux nouvelles dispositions pour diriger leurs entreprises, il conviendrait de leur reconnaître l'équivalence lors de leur renouvellement d'habilitation, compte-tenu de la totale inadaptation de ces nouvelles mesures au regard des habilitations précédemment accordées. Il s'agit essentiellement d'entreprises familiales qui n'ont fait l'objet d'aucune suppression ou retrait d'habilitation au cours de l'exercice de leur profession et qui disposent donc des connaissances nécessaires : entreprises qui auront bien du mal à libérer leur dirigeant pour suivre 182 heures de formation théorique et 70 heures de formation pratique. Il lui demande sa position sur ce dossier pour lequel L'Union des professionnels du funéraire (UPF) demande l'abrogation des dispositions dudit décret, lui faisant remarquer qu'il n'est pas concevable que la fédération ait été écartée lors de la finalisation de la réforme pour laquelle elle s'était pourtant engagée dans un esprit constructif. Il rappelle qu'à la suite du dépôt de la proposition de l'U.P.F. par voie réglementaire en mars 2003 à la DGCL, il avait déposé une proposition de loi rejetée pour renvoi par décret, reprise ensuite par M. Jean-Pierre Sueur en 2006 qui a permis le vote de la loi du 19 décembre 2008 et ses décrets d'application, soit un retard de plus de cinq ans, malgré son caractère d'intérêt général (familles, collectivités locales, opérateurs funéraires).

Texte de la réponse

L'article L. 2223-25-1 du code général des collectivités territoriales est issu de l'article 2 de la loi n° 2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire qui résulte d'une proposition de loi. Cet article dispose que « les agents qui assurent leurs fonctions en contact direct avec les familles ou qui participent personnellement à la conclusion ou à l'exécution de l'une des prestations funéraires prévues par les 2°, 3°, 6° et 8° de l'article L. 2223-19 sont titulaires d'un diplôme national, sans préjudice des dispositions de l'article L. 2223-45. Un décret fixe les conditions dans lesquelles ces diplômes sont délivrés, les conditions dans lesquelles les organismes de formation sont habilités à assurer la préparation à l'obtention de ces diplômes ainsi que les conditions dans lesquelles les personnes se prévalant d'une expérience professionnelle peuvent se voir délivrer ce diplôme dans le cadre de la procédure de validation des acquis de l'expérience ». Le décret n° 2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire et l'arrêté publié au Journal officiel le 3 mai 2012 constituent les mesures réglementaires d'application de l'article L. 2223-25-1 du code général des collectivités

territoriales précité. Depuis le 1er janvier 2013, date d'entrée en vigueur du nouveau dispositif, les personnes exerçant l'une des professions suivantes du secteur funéraire doivent justifier de la détention du diplôme correspondant : - les maîtres de cérémonie, chargés de la coordination du déroulement des diverses cérémonies qui ont lieu de la mise en bière jusqu'à l'inhumation ou la crémation du défunt ; - les conseillers funéraires et assimilés (tels que les assistants funéraires ou les conseillers de prévoyance funéraire), chargés de déterminer directement avec les familles l'organisation et les conditions de la prestation funéraire. Les dirigeants et les gestionnaires des établissements funéraires (magasin de pompes funèbres, crématorium, chambre funéraire, etc.) doivent être titulaires du diplôme de conseiller funéraire et avoir suivi une formation complémentaire mentionnée à l'article D. 2223-55-3 du code général des collectivités territoriales. Les autres professions - fossoyeur, porteur, chauffeur, agent d'accueil - sont exclues du champ d'application du dispositif et restent soumises, chacune en ce qui la concerne, aux dispositions relatives à la formation professionnelle en vigueur (articles R. 2223-42 du code général des collectivités territoriales pour les fossoyeurs, porteurs et chauffeurs et R. 2223-44 du code général des collectivités territoriales pour les agents d'accueil). Le dispositif comprend des dispositions transitoires permettant aux personnes exerçant déjà les fonctions visées par l'article L. 2223-55-1 du code général des collectivités territoriales de bénéficier d'un système d'équivalence. Les personnes justifiant avoir suivi la formation professionnelle prévue, selon le cas, aux articles R. 2223-43, R. 2223-45 ou R. 2223-46 du code général des collectivités territoriales peuvent, selon leur expérience professionnelle, bénéficier d'une équivalence totale ou d'une dispense partielle : - si elles sont en fonction continue depuis le 1er juillet 2012 ou si elles ont six mois et plus d'expérience entre le 1er janvier 2011 et le 31 décembre 2012, elles bénéficient d'une équivalence totale et n'ont donc pas à passer le diplôme ; - si elles ont moins de six mois d'expérience entre le 1er janvier 2011 et le 31 décembre 2012, l'organisme de formation, en fonction des connaissances et de l'expérience acquise, les dispense de suivre tout ou partie des enseignements obligatoires mais elles doivent passer l'ensemble des épreuves écrites et l'épreuve orale du diplôme. Elles sont dispensées du stage obligatoire en entreprise. Le système mis en place permet donc aux personnes répondant aux conditions posées par le décret du 30 avril 2012 et l'arrêté publié au Journal officiel le 3 mai 2012 de bénéficier d'une équivalence dans le cadre de la procédure de validation des acquis de l'expérience professionnelle souhaitée par le législateur. Ce projet de décret a reçu l'avis favorable du Conseil national des opérations funéraires (CNOF), instance représentative des professionnels du funéraire, et a été publié après avis du Conseil d'Etat. Il n'est pas envisagé de modifier la réglementation en vigueur.

Données clés

Auteur : [M. Francis Hillmeyer](#)

Circonscription : Haut-Rhin (6^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 25644

Rubrique : Mort

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [30 avril 2013](#), page 4673

Réponse publiée au JO le : [30 juillet 2013](#), page 8223